

# C(2020) 648 final

ASSEMBLÉE NATIONALE

QUINZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2019/2020

---

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale  
le 07 février 2020

---

Enregistré à la Présidence du Sénat  
le 07 février 2020

## TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

Décision de la Commission du 4.2.2020 modifiant la décision d'exécution C(2014) 8579 portant approbation de certains éléments du programme opérationnel intitulé «Programme opérationnel FEDER-FSE Rhône- Alpes 2014-2020» en vue d'un soutien du Fonds européen de développement régional et du Fonds social européen au titre de l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi» pour la région Rhône-Alpes en France

E 14583





Bruxelles, le 4.2.2020  
C(2020) 648 final

**DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION**

**du 4.2.2020**

**modifiant la décision d'exécution C(2014) 8579 portant approbation de certains éléments du programme opérationnel intitulé «Programme opérationnel FEDER-FSE Rhône-Alpes 2014-2020» en vue d'un soutien du Fonds européen de développement régional et du Fonds social européen au titre de l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi» pour la région Rhône-Alpes en France**

**CCI 2014FR16M2OP10**

(LE TEXTE EN LANGUE FRANÇAISE EST LE SEUL FAISANT FOI)

# DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 4.2.2020

**modifiant la décision d'exécution C(2014) 8579 portant approbation de certains éléments du programme opérationnel intitulé «Programme opérationnel FEDER-FSE Rhône-Alpes 2014-2020» en vue d'un soutien du Fonds européen de développement régional et du Fonds social européen au titre de l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi» pour la région Rhône-Alpes en France**

**CCI 2014FR16M2OP010**

(LE TEXTE EN LANGUE FRANÇAISE EST LE SEUL FAISANT FOI)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil<sup>1</sup>, et notamment son article 96, paragraphe 10, après consultation du comité du FSE,

après consultation du comité du FSE,

considérant ce qui suit:

- (1) Par la décision d'exécution C(2014) 8579 de la Commission, modifiée en dernier lieu par la décision d'exécution C(2019) 5597 de la Commission, certains éléments du programme opérationnel intitulé «Programme opérationnel FEDER-FSE Rhône-Alpes 2014-2020» en vue d'un soutien du Fonds européen de développement régional ('FEDER') et du Fonds social européen ('FSE') au titre de l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi», pour la région Rhône-Alpes en France ont été approuvés.
- (2) Conformément à l'article 22, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1303/2013, la Commission a établi que certaines priorités de ce programme opérationnel n'avaient pas atteint les valeurs intermédiaires fixées; en conséquence, la France doit proposer de réaffecter le montant correspondant de la réserve de performance aux priorités pour lesquelles les valeurs intermédiaires ont été atteintes.
- (3) Le 8 novembre 2019, la France a transmis au moyen du système informatique d'échange de données de la Commission, une demande de modification du programme opérationnel. La demande était accompagnée d'un programme opérationnel révisé, dans lequel la France a proposé de modifier les éléments du programme opérationnel

---

<sup>1</sup> JO L 347 du 20.12.2013, p. 320.

visés à l'article 96, paragraphe 2, premier alinéa, point d) ii), du règlement (UE) n° 1303/2013, tels qu'adoptés par la décision d'exécution C(2014) 8579.

- (4) La modification du programme opérationnel consiste à réaffecter le montant de la réserve de performance de 6 704 545 EUR, de l'axe prioritaire non performant 4 «Augmenter la qualification des demandeurs d'emploi par la formation tout au long de la vie» vers l'axe prioritaire performant 3 «Soutenir l'emploi durable et la mobilité de la main d'œuvre», soutenu par le FSE.
- (5) Conformément à l'article 30, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 1303/2013, la demande de modification du programme opérationnel est dûment motivée par la réaffectation de la réserve de performance résultant de la non-réalisation des valeurs intermédiaires pour un axe prioritaire et précise l'incidence attendue des modifications du programme sur la réalisation de la stratégie de l'Union pour une croissance intelligente, durable et inclusive et des objectifs spécifiques définis dans le programme, compte tenu du règlement (UE) n° 1303/2013, des règlements (UE) n° 1301/2013<sup>2</sup> et (UE) n° 1304/2013<sup>3</sup> du Parlement européen et du Conseil, des principes horizontaux visés aux articles 5, 7 et 8 du règlement (UE) n° 1303/2013, ainsi que de l'accord de partenariat avec la France, approuvé par la décision d'exécution C(2014) 5752 de la Commission, telle que modifiée en dernier lieu par la décision d'exécution C(2019) 7305 de la Commission.
- (6) Conformément à l'article 110, paragraphe 2, point e), du règlement (UE) n° 1303/2013, lors de sa réunion du 3 octobre 2019, le comité de suivi a examiné et approuvé la proposition de modification du programme opérationnel, en tenant compte du texte de la version révisée du programme opérationnel et de son plan de financement.
- (7) D'après son évaluation, la Commission a constaté que la modification apportée au programme opérationnel n'a pas d'incidence sur les informations fournies dans l'accord de partenariat conclu avec la France.
- (8) La Commission a évalué le programme opérationnel révisé et n'a pas formulé d'observations au titre de l'article 30, paragraphe 3, première phrase, du règlement (UE) n° 1303/2013. Toutefois, la France a communiqué des informations complémentaires et présenté une version modifiée du programme opérationnel révisé le 6 décembre 2019.
- (9) Il convient dès lors d'approuver les éléments modifiés du programme opérationnel révisé soumis à l'approbation de la Commission conformément à l'article 96, paragraphe 10, du règlement (UE) n° 1303/2013.
- (10) Il y a donc lieu de modifier en conséquence la décision d'exécution C(2014) 8579,

---

<sup>2</sup> Règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi», et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 (JO L 347 du 20.12.2013, p. 289).

<sup>3</sup> Règlement (UE) n° 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n° 1081/2006 du Conseil (JO L 347 du 20.12.2013, p. 470).

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

*Article premier*

La décision d'exécution C(2014) 8579 est modifiée comme suit:

1. à l'article 1<sup>er</sup>, la phrase introductive est remplacée par le texte suivant:  
«Les éléments suivants du programme opérationnel intitulé «Programme opérationnel FEDER-FSE Rhône-Alpes 2014-2020» en vue d'un soutien conjoint du FEDER et du FSE au titre de l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi» pour la région Rhône-Alpes en France pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au 31 décembre 2020, présenté dans sa version finale le 7 novembre 2014, modifié en dernier lieu par le programme opérationnel révisé présenté dans sa version finale le 6 décembre 2019 sont approuvés:»;
2. L'annexe II est remplacée par le texte figurant à l'annexe de la présente décision.

*Article 2*

La République française est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 4.2.2020

*Par la Commission*  
*Elisa FERREIRA*  
*Membre de la Commission*

